

Ordre de la Couronne
Officier

M. R. Lacroix, premier conseiller.

Palmes d'Or

M. J. Cremers, comptable de 2e classe.

Ordre de Léopold II

Officier

MM. M. Lemaire, traducteur réviseur principal, et J. Nagels, chef de division.

Chevalier

MM. P. Lacrosse, secrétaire d'administration; W. Peerlinck, inspecteur comptable; G. Cuisinet, chef de bureau, et F. Stevens, secrétaire d'administration.

Par arrêté royal du 1er mars 1972, sont nommés à la date du 15 novembre 1971:

Ordre de la Couronne

Palmes d'Or

Mlle G. Simon, aide-vérificateur.

Ordre de Léopold II

Chevalier

M. J. Schepers, inspecteur.

Kroonorde

Officier

De heer R. Lacroix, eerste adviseur.

Gouden Palmen

De heer J. Cremers, boekhouder 2e klasse.

Orde van Leopold II

Officier

De heren M. Lemaire, eerstaanwezend vertaler-revisor, en J. Nagels, afdelingschef.

Ridder

De heren P. Lacrosse, bestuurssecretaris; W. Peerlinck, inspecteur boekhouding; G. Cuisinet, bureauchef, en F. Stevens, bestuurssecretaris.

Bij koninklijk besluit van 1 maart 1972 zijn, met ingang van 15 november 1971, benoemd :

Kroonorde

Gouden Palmen

Mej. G. Simon, hulpverificatrice.

Orde van Leopold II

Ridder

De heer J. Schepers, inspecteur.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE

23 AOUT 1972. — Arrêté royal fixant la procédure d'introduction des requêtes tendant à obtenir des allocations d'études secondaires, ainsi que les conditions de leur octroi

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1971, relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, notamment les articles 1er, 5, 8, 10 et 18;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études;

Vu l'avis de Notre Secrétaire d'Etat au Budget;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les requêtes tendant à obtenir une allocation d'études en vue de suivre les cours d'un établissement d'enseignement secondaire sont adressées par l'élève ou par son représentant légal au gouverneur de la province dans laquelle est située l'école que le candidat fréquentera au cours de l'année scolaire en question.

Les requêtes en faveur des élèves qui poursuivront leurs études à l'étranger sont adressées au gouverneur du Brabant.

Sauf cas de force majeure, dont décidera le gouverneur, les requêtes à introduire au moyen des formulaires rédigés par Notre Ministre de l'Education nationale, doivent être en possession du service provincial compétent au plus tard le 1er mars précédent l'année scolaire.

Toutefois, pour l'année scolaire 1972-1973, cette date limite de réception à l'administration provinciale compétente est fixée au 1er octobre 1972.

Art. 2. L'élève qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire a droit à une allocation d'études, s'il a bénéficié d'une bourse d'études pour l'année scolaire 1971-1972, s'il a achevé avec fruit l'année scolaire précédente et s'il suit les cours d'une année d'un niveau supérieur.

Art. 3. L'élève qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire, qui a bénéficié d'une bourse d'études pour l'année scolaire 1971-1972 et qui a achevé cette année avec fruit, peut bénéficier, sur avis motivé du chef de l'établissement scolaire qu'il fréquente, d'une allocation d'études en vue de suivre les cours d'une année d'études de même niveau.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR

23 AUGUSTUS 1972. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de procedure voor het indienen van de aanvragen en van de voorwaarden voor het toekennen van de studietoelagen voor secundair onderwijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen, inzonderheid op de artikelen 1, 5, 8, 10 en 19;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Studietoelagen;

Gelet op het advies van Onze Staatssecretaris voor Begroting;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, 2e lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Nationale Opvoeding,

Heben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De aanvragen voor een studietoelage om de lessen te volgen in een inrichting voor secundair onderwijs, worden door de leerling of door zijn wettelijke vertegenwoordiger gericht aan de gouverneur van de provincie waar de school gelegen is die tijdens het bedoelde schooljaar zal worden bezocht.

De aanvragen ten gunste van leerlingen die in het buitenland onderwijs zullen volgen dienen aan de gouverneur van Brabant gericht te worden.

Behoudens gevallen van overmacht, waарover de gouverneur oordeelt, moeten de aanvragen, in te dienen door middel van de formulieren opgesteld door Onze Minister van Nationale Opvoeding, in het bezit zijn van de betrokken provinciale dienst, uiterlijk op 1 maart die het betrokken schooljaar voorafgaat.

Voor het schooljaar 1972-1973 wordt deze uiterste datum van ontvangst op het betrokken provinciebestuur evenwel op 1 oktober 1972 gesteld.

Art. 2. De leerling die niet meer leerplichtig is heeft recht op een studietoelage indien hij voor het schooljaar 1971-1972 een studiebeurs genoten heeft, met vrucht het voorig schooljaar beëindigd heeft en de lessen volgt van een leerjaar van hoger niveau.

Art. 3. De niet meer leerplichtige leerling, die voor het schooljaar 1971-1972 een studiebeurs genoten heeft en die met vrucht dit schooljaar beëindigd heeft, kan op gemotiveerd advies van het hoofd van de onderwijsinrichting die bezocht werd, een studietoelage genieten om een leerjaar te volgen van zelfde niveau.

Art. 4. Une allocation d'études n'est octroyée qu'après présentation d'une attestation mentionnant, soit que l'élève est encore soumis à l'obligation scolaire, soit qu'il n'est plus soumis à l'obligation scolaire, mais qu'il a achevé avec fruit l'année scolaire précédente et qu'il suit les cours d'une année d'études d'un niveau supérieur ou qu'il suit les cours d'une année de même niveau, sur avis motivé du chef de l'établissement scolaire qu'il a fréquenté.

Art. 5. Le gouverneur de la province dans laquelle est situé l'établissement d'enseignement instruit les demandes et transmet toutes les données utiles à Notre Ministre de l'Education nationale, qui octroie les allocations.

Art. 6. A l'issue de l'année scolaire pour laquelle l'allocation a été octroyée, le gouverneur vérifie si les élèves ont suivi régulièrement les cours et les exercices prévus et s'ils se sont présentés à toutes les épreuves de fin d'année, y compris les examens de passage et la deuxième session.

Art. 7. La décision de recouvrer totalement ou partiellement une allocation d'études est prise par Notre Ministre de l'Education nationale.

Art. 8. Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur au début de l'année scolaire 1972-1973.

Donné à Motril, le 23 août 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CLAES

23 AOUT 1972. — Arrêté royal fixant la conditions peu aisées des candidats à une allocation d'études

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études;

Vu l'avis de Notre Secrétaire d'Etat au Budget;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. 1^e Pour l'application de la loi du 19 juillet 1971 précitée, est considéré comme peu aisé, le candidat dont le revenu annuel net imposé globalement, majoré du revenu imposé distinctement, et le revenu semblable des personnes qui ont la charge de son entretien ou y pourvoient, ne dépasse pas le maximum indiqué ci-après :

97 500 F lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;

130 000 F lorsqu'il y a une personne à charge, ce montant s'augmentant d'une somme de 40 625 F pour la deuxième personne à charge et d'une somme de 48 750 F pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la deuxième.

Toutefois, pour l'application de l'article 5 du présent arrêté, il sera tenu compte des revenus fixés avant la retenue prévue par les dispositions de l'article 63 du Code des impôts sur les revenus.

2^e Les maxima cités ci-dessus correspondent au chiffre 100,30 de l'indice général des prix à la consommation. Ils sont augmentés de cinq pour cent, par tranche entière de 3,24 points au-delà de 100,30. L'indice pris en considération est celui qui est établi au 1er décembre précédent l'année scolaire ou académique envisagée.

3^e Les maxima cités ci-dessus sont diminués de moitié pour le candidat poursuivant des études secondaires, qui est encore soumis à l'obligation scolaire.

Art. 4. Geen studietoelage mag worden verleend dan na het voorleggen van een attest waarbij vermeld wordt, ofwel dat de leerling nog leerplichtig is, ofwel dat hij niet meer leerplichtig is, maar dat hij met vrucht het vorige schooljaar beëindigd heeft en dat hij de lessen volgt van een leerjaar van hoger niveau of, op gemotiveerd advies van het hoofd van de onderwijsinstelling die hij bezocht heeft, van een leerjaar van zelfde niveau.

Art. 5. De gouverneur van de provincie waar de onderwijsinstelling gelegen is, onderzoekt de aanvragen en zendt alle nuttige gegevens over naar Onze Minister van Nationale Opvoeding, die de toelagen verleent.

Art. 6. Na afloop van het schooljaar waarvoor de toelage werd verleend, onderzoekt de gouverneur of de leerlingen regelmatig de lessen en alle voorziene oefeningen hebben bijgewoond en of zij zich op alle eindejaarsexamens hebben aangemeld, herexamens en tweede zittende inbegrepen.

Art. 7. De beslissing tot totale of gedeeltelijke terugvordering van een studietoelage wordt getroffen door Onze Minister van Nationale Opvoeding.

Art. 8. Onze Minister van Nationale Opvoeding is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in werking treedt met ingang van het schooljaar 1972-1973.

Gegeven te Motril, 23 augustus 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

23 AUGUSTUS 1972. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de minvermogendheid van de kandidaten voor een studietoelage

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekeuring van studietoelagen en studieleningen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Studietoelagen;

Gelet op het advies van Onze Staatssecretaris voor Begroting;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, 2e lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Nationale Opvoeding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. 1^e Wordt voor de toepassing van voornoemde wet van 19 juli 1971 als minvermogend beschouwd, de kandidaat wiens gezamenlijk belast netto-jaarinkomen plus het afzonderlijk belast inkomen en het gelijkaardig inkomen van de personen van wie hij ten laste is of die in zijn onderhoud voorzien, het hiernavermelde maximumbedrag niet overschrijdt :

97 500 F voor de kandidaat die alleen in zijn onderhoud voorziet;

130 000 F wanneer één persoon ten laste is; dit bedrag wordt verhoogd met 40 625 F voor de tweede persoon ten laste en met 48 750 F voor elke bijkomende persoon ten laste volgende op de tweede.

Nochtans zal voor de toepassing van artikel 5 van dit besluit rekening gehouden worden met het inkomen vastgesteld voor de aftrek voorzien bij de bepalingen van artikel 63 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen.

2^e De hierboven opgegeven maximumbedragen komen overeen met het cijfer 100,30 van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen. Ze worden verhoogd met vijf honderd per volledige tranche van 3,24 punten boven de 100,30. Het in aanmerking genomen indexcijfer is het cijfer vastgesteld op de 1e december die het betrokken school- of academiejaar voorafgaat.

3^e De hierboven opgegeven maximumbedragen worden met de helft verminderd wanneer de kandidaat die secundair onderwijs volgt, nog leerplichtig is.